

INDUSTRIE – INVESTISSEMENT PRODUCTIF – REGIONALES

Enquête IPSOS*

À un mois des élections, les patrons de PMI affichent leurs attentes à l'égard des futures régions

Paris, le 4 novembre 2015 : une enquête exclusive réalisée pour le syndicat des machines et technologies de production (SYMOP) par l'Institut IPSOS à l'occasion de la remise des labels *Productivez !* à l'Assemblée nationale dresse le portrait d'industriels fortement conscients de la place de l'outil de production dans leur développement et révèle leurs attentes à l'égard des Régions : 86% demandent qu'elles jouent un rôle dans l'adaptation de la politique industrielle.

L'une des bonnes surprises de cette étude est qu'elle met en évidence la mobilisation des industriels sur le front de l'investissement productif. Pour 88% des entreprises, le dernier investissement date de moins de 2 ans. Pour le président du Symop, *"c'est la preuve que les chefs d'entreprises cherchent à maximiser leur compétitivité dans les facteurs hors coût. Ils ont compris que dans l'industrie, gagner de nouveaux marchés, faire baisser leur coût passe par la mise en œuvre de technologies de production de pointe"*.

58% des PMI n'ont pas reçu d'aides

En matière d'investissement, l'auto-financement est la règle. Dans 58% des cas, les entreprises n'ont pas bénéficié de financements ou de mesures des pouvoirs publics. 42% ont cependant obtenu une ou plusieurs aides : L'État arrive en tête puisque 29% des PMI qui ont investi ces 5 dernières années, ont reçu une aide de l'État ; 14% ont été soutenues par les régions, tandis que 12% ont bénéficié de financements de la Banque Publique d'Investissement. Jean-Camille Uring souligne que *"cette dimension d'aide est importante, elle est de nature à créer un élément déclencheur, à inciter les patrons à investir, surtout quand il y a un manque de visibilité économique. On voit aussi que les futures régions ont un vrai rôle à tenir aux côtés des PMI."*

Des PMI globalement stratégiques

Si 41% des entreprises investissent au coup par coup, voire ne réalisent plus leur investissement "pour des raisons économiques ou un manque de visibilité (7% sur le total des 41%), 56% des entrepreneurs interrogés assurent que leurs investissements sont planifiés et réalisés de manière continue. Globalement, la crise a sans doute fait émerger des PMI plus stratégiques, mais pour autant, le principe de réalité économique s'applique à beaucoup d'entre elles.

Le suramortissement plébiscité

Cette enquête voulait aussi donner un premier retour sur le dispositif national de suramortissement productif, mis en place le 21 avril dernier par les pouvoirs publics. Ce suramortissement permet aux entreprises d'amortir un investissement sur un matériel productif neuf (hors bâtiment) à hauteur de 140% de sa valeur. Un dispositif récent mais qui rencontre déjà un franc succès auprès des industriels. 74% d'entre eux connaissent, la mesure. Plus de la moitié de ceux qui la connaissent (58%) a prévu d'y recourir pour les équipements neufs récemment acquis. Un résultat déterminant et qui appelle à une prorogation de ce dispositif au départ prévu pour une seule année.

« 56% des entreprises investissent en continu, elles ont besoin de visibilité pour accélérer leur programme d'investissement. Il est vital de proroger cette mesure incitative. Nos voisins italiens l'ont bien compris : l'Italie, qui dispose pourtant d'un outil de production plus récent que la France, s'est engagée sur une telle mesure pour trois ans contre un en France ! Notre pays accuse un retard de 40Mds€ de déficit cumulé d'investissement au cours des 10 dernières années. Une année de suramortissement ne suffira pas. Il y a donc urgence à pérenniser cette mesure », soutient Jean-Camille Uring, président du Symop. Une question dont devront se saisir les parlementaires durant les prochaines semaines lors des discussions budgétaires au Parlement.

Une forte attente des PMI envers les futures Régions

Le message est clair : une très grande majorité des chefs d'entreprises (68%) souhaite disposer de conseils pour réaliser leur investissement. 86% pensent que les Régions ont un rôle majeur à jouer. À un mois des régionales et à la veille de la mise en place de la réforme territoriale, ces chiffres démontrent des attentes concrètes des industriels sur le terrain : c'est tout le sens des plans Usine du Futur en cours de déploiement dans les territoires.

**Enquête qualitative effectuée du 26 au 30 octobre 2015 auprès d'un échantillon de 103 entreprises de 50 salariés et plus du secteur de l'industrie manufacturière (hors réparation et installation de machines et d'équipements). Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : taille de l'entreprise et région.*

Contacts presse :

Agence Confluence

Patrick Vacquier – 01 40 07 02 06 – patrick.vacquier@comfluence.fr

Vanessa Ibarlucea – 01 40 07 98 20 / 06 87 06 69 44 – vanessa.ibarlucea@comfluence.fr

À propos du Symop

Le Symop, Syndicat des machines et technologies de production, est l'un des principaux membres de la Fédération des Industries Mécaniques (Fim). Ses 280 entreprises regroupent 16 500 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros. Il est, en 2005, l'initiateur de l'opération « Robotcaliser : robotiser pour ne pas délocaliser » et aujourd'hui l'un des porteurs du dispositif ROBOT Start PME qui accompagne 250 PMI dans l'acquisition de leur premier robot. Il a lancé en 2012 l'action « Productivez ! » - Réindustrialisez grâce aux machines et technologies de production. Depuis juillet 2015, il est l'un des 11 membres fondateurs de l'Alliance Industrie du Futur à laquelle l'État a confié la mise en œuvre du plan du même nom.

www.symop.com



www.symop.com/productivez



www.industrie-competitivite.com



www.robotstartpme.fr

À propos de l'Alliance Industrie du Futur

L'Alliance Industrie du Futur a été créée en juillet 2015 dans le cadre du nouveau plan Industrie du Futur engagé par le gouvernement. Ses 11 membres fondateurs, organisations professionnelles, partenaires académiques et technologiques - l'Afdel, Arts & Métiers ParisTech, le CEA, le Cetim, la FIEEC, la FIM, le Gimélec, l'Institut Mines-Télécom, le Symop, Syntec Numérique et l'UIMM – sont rassemblés autour d'une ambition commune : faire de la France un leader du renouveau industriel mondial et propulser l'ensemble du tissu économique national au cœur des nouveaux systèmes industriels.

www.industrie-dufutur.org